



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD
SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD
SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION
DU MINISTERE DE L'INTÉRIEUR SUD DIRECTION DE L'IMMOBILIER**

**PRESTATIONS DE MAINTENANCE DES STANDS DE TIR DU RESSORT DU SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DU
MINISTERE DE L'INTERIEUR DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD ET DES REGIONS DE GENDARMERIE PROVENCE-ALPES-
COTE D'AZUR ET LANGUEDOC-ROUSSILLON**

Lot 9A et 9B – Nettoyage du stand de tir. (Nettoyage des sols, murs, plafonds – Imbrulés)

Dossier N°2025.14

Etabli le 30 juin 2025

Maître d'Ouvrage



SECRETARIAT GÉNÉRAL
DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR SUD
Direction de l'immobilier

1-	SPECIFICATIONS GENERALES.....	4
1.1	CONDITIONS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	7
1.1.1	Connaissance du dossier.....	7
1.1.2	Conditions de remise des offres.....	7
1.1.3	Cas des variantes.....	8
1.2	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
1.2.1	Qualification de l'entreprise.....	9
1.2.2	Sous-Traitance.....	9
1.2.3	Conformité aux normes.....	10
1.2.4	Consistance des prestations.....	11
1.2.5	Délais d'exécution.....	12
1.2.6	Condition d'accès.....	12
1.2.7	Organisation sur site.....	13
1.2.8	Contrôle sanitaire des intervenants.....	16
1.3	MODALITES D'EXECUTION.....	17
2-	Description succincte des prestations.....	18
3-	DTU, normes et règlements.....	19
4-	Documents à transmettre.....	20
4.1	Prix du marché (prix globaux et forfaitaires non révisables).....	20
4.2	Pièces à fournir.....	20
4.3	Obligation de résultat.....	20
4.4	Etudes techniques - Plans d'exécution - Plans de réservation.....	21
4.5	Dossier d'exécution.....	21
4.6	Plans de réservation.....	21
4.7	Contrôles.....	21
5-	Spécifications techniques générales.....	22
5.1	Limites de prestations.....	22

Avenant - Nettoyage du stand de tir. (Nettoyage des sols, murs, plafonds – Imbrulés)

5.1.1	Prestations compris dans la proposition.....	22
5.1.2	Prestations non compris dans la proposition.....	22
6-	Description des prestations à réaliser.....	23

1- SPECIFICATIONS GENERALES

Le présent cahier des clauses techniques particulières fixe l'ensemble des prestations à la charge du titulaire du présent marché, ainsi que les conditions d'exécution de sa prestation concernant l'opération suivante :

- **L'exécution des prestations de maintenance des stands de tir dans les services du ressort du Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI) de la zone de défense et de sécurité Sud et dans les services des Régions de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Languedoc-Roussillon.**

Lot 09A - Nettoyage du stand de tir. (Nettoyage des sols, murs, plafonds – Imbrulés) départements 04, 06 et 83.

Lot 09B - Nettoyage du stand de tir. (Nettoyage des sols, murs, plafonds – Imbrulés) départements 13 et 84.

Les titulaires interviendront à la suite de la demande par les services gestionnaires :

- Direction zonale des compagnies républicaines de sécurité (DZCRS) ;
- Direction zonale de la police aux frontières (DZPAF) ;
- Direction départementale de la sécurité publique des Alpes-Maritimes (DDSP-06) ;
- Direction départementale de la sécurité publique du Var (DDSP-83) ;
- Direction départementale de la sécurité publique du Vaucluse (DDSP-84) ;
- Direction départementale de la sécurité publique du Gard (DDSP-30) ;
- Direction départementale de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône (DDSP-13) ;
- Direction zonale de recrutement et de la formation (DZRFPN) ;
- Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI-Sud) ;
- Région de gendarmerie de PACA ;

L'entrepreneur se doit d'obtenir, lors de son étude d'appel d'offre, tous les renseignements pour avoir une connaissance parfaite des lieux et de la nature et composition des prestations à réaliser, et de prendre connaissance de l'ensemble des diagnostics.

En tout état de cause, l'entrepreneur est réputé connaître les lieux et avoir pris connaissance des conditions d'accès, de la position et de l'état de conservation des ouvrages maintenus, des bâtiments existants, des accès au terrain, des largeurs et de l'état des voies de desserte, des possibilités de stationnement et de giration des camions, des accès possibles pour les livraisons, etc.

Avenant - Nettoyage du stand de tir. (Nettoyage des sols, murs, plafonds – Imbrulés)

Il reste bien entendu qu'en aucun cas, le prix unitaire ne pourra être augmenté sous prétexte que les renseignements dont il s'est muni sont incomplets puisqu'il se doit d'obtenir tous les renseignements lui étant nécessaires.

De ce fait, il demeure convenu que moyennant le prix indiqué dans la soumission et servant de base au marché, l'entreprise doit l'intégralité des prestations nécessaires au complet et parfait achèvement de sa prestation conformément aux prescriptions et règlements en vigueur au jour de la soumission, dans les délais fixés au marché.

Aucune plus-value due à un défaut de connaissance des lieux ne sera notamment acceptée.

L'entreprise aura pris connaissance des prestations des autres lots afin de prévoir les prestations de compléments qui lui incombent concernant les limites des prestations entre les différents lots. Elle ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance de ceux-ci pour obtenir un supplément de prix ou une prolongation de son délai d'exécution.

L'ensemble des prestations décrites dans le présent CCTP et les différents documents du dossier de consultation est donc dû par l'entreprise retenue.

Avenant - Nettoyage du stand de tir. (Nettoyage des sols, murs, plafonds – Imbrulés)

DEFINITION DES SITES

Sites	Gestion
Digne-les-bains (04)	GN
Nice-est-Ariane (06)	CRS
Nice-Ouest-Les-Moulins (06)	SP-06
Antibes (06) – New 2020	DCRFPN/CNT
Cannes (06)	SP-06
Marseille Saint Marthe N°1 (13)	CRF-13
Marseille Saint Marthe N°2 (13)	CRF-13
Fos-sur-Mer (13)	CRF-13
Marseille GM (13)	GN
Marseille nouveau commissariat	DIPN 13
Marseille Gaine de tir (13)	SGAMI/DLOG
Aix-en-Provence (13)	SP-13
Istres (13)	SP-13
Draguignan (83)	SP-83
Toulon (83)	SP-83
Fréjus (83)	SP-83
Avignon (84)	SP-84

Les services, se chargeront de coordonner les interventions en liaison avec les moniteurs de tir, responsables de chaque site, afin d'éviter tout risque d'accident et gêne dans l'organisation du stand.

1.1 CONDITIONS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

1.1.1 Connaissance du dossier

Toute information figurant sur l'un des documents s'applique à l'ensemble des fournitures et prestation correspondant, que cette information soit reprise ou non dans les autres documents.

L'entrepreneur doit examiner tous les documents relatifs à la prestation à réaliser et doit se renseigner parfaitement sur leurs conditions d'exécution.

Toutes prestations, fournitures, accessoires, moyens à mettre en œuvre et sujétions non mentionnés dans le présent CCTP mais nécessaires au parfait et complet achèvement de la prestation, doivent être prévus par l'entreprise. Aucune incompréhension ou imprécision quant à l'étendue, ne pourront être prétendues par l'entreprise.

En outre l'Entrepreneur déclare :

- Avoir pris connaissance des lieux et des conditions d'accès ;
- Avoir pris connaissance de l'ensemble des documents ;
- Avoir prévu tous les prestations indispensables au complet et parfait achèvement de sa prestation.

En tout état de cause, l'entrepreneur est réputé connaître les lieux et avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des prestations, des conditions générales et locales, avoir une connaissance complète des sujétions induites et consécutives à l'exécution des prestations envisagés.

La remise de l'offre implique l'accord du soumissionnaire sur toutes les directives, conditions et points particuliers de la prestation. Seules les dérogations par ordre signé du Maître d'Ouvrage peuvent être apportées au présent CCTP.

En cas d'incompréhension, l'entreprise questionnera l'assistant de la maîtrise d'ouvrage durant la consultation. Elle ne pourra prétendre à aucune augmentation du prix global sous prétexte d'omission, imprécision ou interprétation erronée qui n'auraient pas été signalées à l'assistant de maîtrise d'ouvrage par écrit avant le dépôt des soumissions.

1.1.2 Conditions de remise des offres

Les conditions de remises des offres sont dictées par le règlement de consultation.

Avenant - Nettoyage du stand de tir. (Nettoyage des sols, murs, plafonds – Imbrulés)

Toutes les interventions effectuées par l'Entrepreneur seront garanties conformes aux règles de l'art, codifiées par les documents prévus au C.C.A.G Prestations et au C.C.T.G applicable aux marchés Publics.

Les indications portées sur les descriptifs et décompositions des prix se complètent.

Le prix soumissionné comprend implicitement tous les prestations nécessaires ou simplement utiles au parfait et complet de son achèvement.

Le fait pour l'Entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par l'assistant de maîtrise d'ouvrage ne peut atténuer en quoi que ce soit, sa pleine et entière responsabilité s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de la soumission.

Les prestations supplémentaires qui pourraient être demandés par le Maître de l'Ouvrage ou qui pourraient s'avérer nécessaires en cours d'exécution, devront obligatoirement faire l'objet d'un ordre de service et d'un attachement avant réalisation.

Indépendamment des obligations définies au CCAP, l'entrepreneur devra tous les frais qui résulteront de l'exécution de sa prestation (implantations, protections, fournitures, transports, livraisons, manutentions, moyens d'accès, moyens de protection, matériels, etc.).

1.1.3 Cas des variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre du présent marché.

1.2 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'entreprise devra mettre en œuvre tous les moyens matériels et le personnel suffisant pour respecter les délais d'exécution et de réalisation de sa prestation.

Elle devra surveiller personnellement les prestations de façon suivie et maintenir en permanence sur le chantier un responsable habilité à recevoir tous les ordres de service ou instructions provenant de la Maîtrise d'Ouvrage.

L'entreprise doit prévoir tous les moyens, prestations, fournitures et sujétions nécessaires pour ses interventions en ce qui concerne les moyens d'accès, la protection des installations et ouvrages, l'installation et le maintien des dispositifs ayant trait à la sécurité (public, personnel et travailleurs), le parfait achèvement (finition), le nettoyage, etc.

1.2.1 Qualification de l'entreprise

Si des prestations relevant d'une qualification particulière, que ne possède pas l'entreprise titulaire du présent lot, devaient être exécutés dans le cadre du marché, le maître d'ouvrage pourra exiger de l'entreprise qu'elle sous-traite ces prestations à une entreprise possédant cette qualification sans aucun supplément de prix, ni de délai.

L'Entrepreneur garde la responsabilité de l'ensemble des prestations dans le cas où la prestation serait sous-traitée. Il prendra à sa charge les modifications qui pourraient en résulter.

Ce sous-traitant devra recevoir l'agrément du maître d'ouvrage.

1.2.2 Sous-Traitance

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La demande d'agrément de sous-traitant mentionnera :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel de chaque sous-traité.

Avenant - Nettoyage du stand de tir. (Nettoyage des sols, murs, plafonds – Imbrulés)

L'entreprise devra transmettre sa demande d'agrément de sous-traitant au moins 21 (vingt et un) jours avant l'intervention du sous-traitant.

1.2.3 Conformité aux normes

Les entreprises devront respecter les différentes réglementations applicables à ce type d'établissement :

<u>Classement de l'établissement :</u>
Code du travail

Les ouvrages seront exécutés en conformité avec les normes et règlements techniques en vigueur à la date précisée au C.C.A.G et, en particulier, avec les textes ci-après (*liste non exhaustive*) :

NORMES ET RÈGLES TECHNIQUES

- Règles de calcul, Eurocodes et ses Annexes Nationales, Normes française (NF) et documents techniques unifiés (D.T.U) et notamment ceux réunis dans le R.E.E.F.;
- Cahiers du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment. (C.S.T.B.) ;
- Avis techniques favorables du C.S.T.B. pour les matériaux non traditionnels, en cours de validité ;
- Normes françaises de l'U.T.E. ;
- ...

TEXTES LÉGISLATIFS

- Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie ;
- Code du travail ;
- Décret du 07 mars 2008 modifiant le Code du Travail ;
- Règlement sanitaire départemental ;
- ...

Avenant - Nettoyage du stand de tir. (Nettoyage des sols, murs, plafonds – Imbrulés)

RÈGLES PROFESSIONNELLES ÉDICTÉES PAR LES CHAMBRES SYNDICALES

- L'ensemble des règles en vigueur au moment de la signature du marché

Nota : De plus, tous les règlements internes et propres aux sites, que cela concerne les mesures de sûreté ou tout autre domaine, devront être respectés en tout point par les entreprises.

1.2.4 Consistance des Prestations

L'exécution des prestations comprendra, sans que cette liste soit exhaustive :

- Les installations de chantier propres au présent lot ;
- La fourniture des matériels ;
- Le transport à pied d'œuvre ;
- Les dispositifs de protection et tous les dispositifs de sécurité ;
- L'approvisionnement de tous les matériels nécessaires ;
- La protection de ses propres ouvrages jusqu'à la fin d'intervention ;
- La protection des ouvrages existants lors de ses interventions ;
- L'exécution par tous moyens ;
- Toutes sujétions, frais et prestations nécessaires au complet et parfait achèvement de la prestation du présent lot.

D'une façon générale et dans les limites fixées par les prestations, tous les prix devront comporter, sans aucune réserve, la fourniture ainsi que l'exécution de tous les prestations accessoires nécessaires à assurer la parfaite réalisation des prestations demandées, en respectant les règles de l'art, les règles de sécurité, les réglementations diverses et les préconisations des différents organismes.

Il ne sera pas accepté de plus-value provenant d'omissions ou de manque de la part de l'entrepreneur, celui-ci étant tenu, tant au cours de l'étude de prix qu'à l'exécution :

- De prendre en compte les prestations complémentaires ou de liaison qui lui sont nécessaires pour parfaire ses prestations et qui ne sont pas explicitement mentionnés au présent descriptif ;

Avenant - Nettoyage du stand de tir. (Nettoyage des sols, murs, plafonds – Imbrulés)

- De s'assurer de l'exactitude des prescriptions et des dimensions des équipements ou éléments remplacées ou nécessitant un gros entretien et documents qui lui seront remis et de signaler en temps utile de l'AMO les erreurs ou omissions éventuelles. Les cadres DPGF ne sont notamment donnés qu'à titre indicatif à l'entrepreneur.

1.2.5 Délais d'exécution

- **Journalier.**

1.2.6 Condition d'accès

Les accès des sites étant réglementés, les agents du titulaire doivent être munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils remettent en cas de réquisition du personnel en faction. La pièce d'identité est conservée jusqu'à la sortie de l'enceinte des locaux de l'unité.

Selon le cas, le personnel chargé de la prestation est accompagné pendant l'exécution de celle-ci. En toute hypothèse, il n'est pas autorisé à se déplacer dans les locaux de l'unité sauf pour rejoindre le lieu concerné par sa présence. Ces prescriptions s'appliquent sous réserves de mesures particulières qui pourraient être édictées en fonction de circonstances exceptionnelles ou de règlements de sécurité spécifiques à chaque unité, dont le titulaire du marché doit prendre connaissance.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application des articles R4515-1 à R4515-11 du code du travail, le titulaire est tenu d'obéir aux règles de sécurité en vigueur dans les enceintes de la gendarmerie ou service de police. En conséquence, chaque représentant technique de la personne publique remettra au titulaire, un protocole de chargement et déchargement le jour de la notification du présent marché.

Aucun intervenant ne sera autorisé sur site sans avoir préalablement fourni sa pièce d'identité et la carte grise de son véhicule

Avenant - Nettoyage du stand de tir. (Nettoyage des sols, murs, plafonds – Imbrulés)

1.2.7 Organisation sur site

PERSONNE PHYSIQUE DÉSIGNÉE REPRÉSENTANT L'ENTREPRENEUR

Dès notification du marché, chaque Entrepreneur désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis **du responsable du site** pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Cette personne, chargée de la conduite des prestations, doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

L'Entrepreneur ou son représentant se rendra sur chaque toutes les fois que sa présence sera requise.

HORAIRES DE TRAVAIL ET ZONES D'INTERVENTION

Les horaires de travail fixés par le responsable du site devront être pris en compte et impérativement respectés.

IDENTIFICATION DES ENTREPRISES

Chaque entreprise devra fournir à ses employés une tenue permettant de les identifier (vêtements marqués au nom de l'entreprise, badges, etc.).

COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

Toutes les mesures nécessaires seront mises en œuvre par l'entreprise afin d'assurer la sécurité des usagers et de leur assurer un minimum de désagréments. L'entreprise rappellera notamment à l'ensemble de son personnel et des intervenants sur site les principes généraux de civisme et de responsabilité (interdiction de fumer dans l'enceinte de l'établissement, ...).

Les dispositions mentionnées l'AMO, le Maître d'Ouvrage et le service de sécurité devront être respectées dans leur intégralité. Ses directives devront donc impérativement être incluses dans les prix unitaires.

L'entreprise devra prendre, sous son entière responsabilité, toutes les dispositions nécessaires en ce qui concerne les mesures de sécurité à mettre en œuvre, notamment les dispositifs de sécurité et moyens de protection adaptés afin d'assurer la sécurité de son personnel et de toutes les personnes susceptibles d'être présentes à proximité des interventions : public, personnel de l'établissement, travailleurs, etc.

Une signalétique et un balisage adaptés devront être prévus par l'entreprise.

De même, tous les moyens d'accès ainsi que les dispositifs de sécurité associés sont dus par l'entreprise, notamment pour ce qui est des interventions en hauteur, et devront être en accord avec la réglementation en vigueur et validés par le référent sécurité du site

L'attention de l'entreprise est attirée également sur la nature et l'exploitation de l'établissement.

Les règles relatives à la sûreté sur le site devront être respectées scrupuleusement. Aucun écart ne sera toléré.

Ainsi, le Maître d'Ouvrage et l'exploitant devront être tenu informé par l'entreprise avant toute intervention pouvant avoir une incidence sur le fonctionnement des installations et donc sur l'exploitation de l'établissement. L'entreprise ne pourra effectuer ces interventions qu'après accord de ce dernier.

Il appartiendra également à l'entreprise de mettre en œuvre lors de ses interventions tous les moyens nécessaires pour assurer la protection des ouvrages.

La sécurité pendant les interventions, sera à la charge de l'entreprise, qui sera seule tenue pour responsable de la protection et de la tenue de leurs ouvrages et matériels.

L'entreprise devra prévoir et inclure dans son offre, le coût des dispositions nécessaires au respect de la législation en vigueur en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs. L'entrepreneur est réputé connaître ses obligations et les respecter dans leur intégralité.

L'entrepreneur est seul responsable de l'organisation de son intervention, des prestations et des prestations le concernant. Il est réputé connaître l'ensemble des dispositions réglementaires, lois, décrets, ordonnances de police, règlements de travail, qu'il est tenu d'observer. Il devra le règlement financier des éventuelles contraventions observées à la Préfecture de police en cas de non-respect des règlements en vigueur.

INSTALLATION DE CHANTIER

L'entreprise devra le tri et l'évacuation de ses déchets, dans une décharge contrôlée.

Les prestations sont, de manière générale, exécutés de telle manière qu'ils ne représentent jamais une entrave ou un risque pour **la libre circulation** des véhicules ou des piétons, sur les voies privées et publiques.

Les conditions de livraison et d'évacuation sont notamment définies avec le référent sécurité et devront être respectées.

LIVRAISONS

L'entrepreneur devra respecter le plan général de circulation sur le site validé par l'exploitant.

Avenant - Nettoyage du stand de tir. (Nettoyage des sols, murs, plafonds – Imbrulés)

L'approvisionnement et l'évacuation de l'ensemble des matériels et équipements devront être intégrés dans l'offre de l'entrepreneur.

L'ensemble des ouvrages et équipements existants devront être protégés et maintenus en bon état par l'entrepreneur. En cas de détérioration, l'entrepreneur sera responsable de la remise en état des éléments dégradés.

HYGIÈNE ET NETTOYAGE DU CHANTIER

L'entreprise sera tenue de conserver un site propre (intérieur et extérieur), autant pendant la durée de son intervention que lors de l'achèvement de ceux-ci.

GESTION DES DÉCHETS

L'entrepreneur devra le tri et l'évacuation quotidienne de ses déchets.

NIVEAU SONORE

Compte tenu de l'occupation du site, les entreprises seront tenues d'utiliser des procédés et des machines réduisant le bruit.

La réglementation du 18 avril 1995 – décret 95-408 est applicable et le suivi en est assuré par la police municipale : cette réglementation prévoit que durant les heures de chantier (7h à 22h), le niveau sonore résultant de l'activité du chantier ne devra pas dépasser de 5 dB(A) le niveau résiduel ambiant. Le travail de nuit sera interdit.

Pour parvenir à cet objectif, les entreprises utiliseront des matériels de chantier agréés CEE (mars 1986) et France (avril 1972) et prévoiront un capotage dans certains cas. Niveau sonore maxi du matériel : 80dB(A) à 10m de l'engin.

Des mesures de bruit pourront être réalisées in situ à la charge de l'entreprise et à la demande du Maître d'Ouvrage.

PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Aucun travail ne pourra donner lieu à un supplément, s'il n'a pas au préalable fait l'objet d'une lettre de commande ou d'un ordre de service du maître d'ouvrage.

LIMITES DE PRESTATIONS

L'entreprise devra l'ensemble des prestations nécessaires à l'exécution de sa prestation. Il lui appartient de prendre connaissance des autres lots et plus généralement de l'ensemble du dossier de consultation.

1.2.8 Contrôle sanitaire des intervenants

- La valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) contraignante dans l'air des lieux de travail est établie en France pour le plomb métallique et ses composés est de 0.1 mg/m³ (en Pb) en valeur moyenne sur huit heures (article R4412-149 du code du travail).
- La valeur limite biologique, qui est la valeur limite contraignante de la plombémie (concentration de plomb dans le sang total) des travailleurs exposés au plomb ou à ses composés est établie en France et ne doit pas être dépassée : 400µg/litre de sang pour les hommes et 300µg/litre de sang pour les femmes (article R4412-152 du code du travail).
- Sur le plan technique
 - Informer le personnel des dangers présentés par le plomb et lui dispenser une formation portant sur la réglementation, les moyens de prévention et les précautions élémentaires d'hygiène à respecter.
 - Limiter le nombre de personnes susceptibles d'être exposées au plomb en accord avec les contraintes organisationnelles de l'activité.
 - Evaluer le risque d'exposition au plomb et à d'autres substances, en prenant les caractéristiques physique et matériels avec la médecine du travail.
 - Empêcher l'absorption de plomb par inhalation des poussières et fumée et par ingestion (ventilation de la zone, interdiction manger et de boire avant la douche et en tenu de travail, EPI).
 - Contrôle annuel du VLEP contraignante du plomb. (A la charge de la maîtrise d'ouvrage).
- Sur le plan médical
 - Examen clinique et biologique appropriés afin de vérifier l'absence de contre-indication. (Exemple : interdiction de faire faire une intervention par une femmes enceinte et d'éviter au maximum la présence de femme en âge de procréer pour ce travail).
 - Surveillance particulière doit être assurée pour les intervenants sur site, cette surveillance en étroite relation avec la médecine du travail, est à la charge de l'entreprise adjudicataire du lot. Le responsable de l'entreprise devra fournir une attestation sur l'honneur tous les trois mois indiquant que le seuil de la valeur limite biologique de son personnel est conforme à la norme (Attestation individuelle et nominative).

2- Description succincte des prestations

Les prestations à la charge du présent lot comprennent la fourniture et la mise en œuvre de tous les matériaux, matériels et produits et toutes prestations et fournitures accessoires pour réaliser tous les prestations relatifs à (liste non exhaustive) :

- Nettoyage des sols, murs, plafond - imbrulés

3- DTU, normes et règlements

Règles professionnelles

- L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les "Règles professionnelles" acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).
- En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, mettre en œuvre des ouvrages qui ne seraient pas couverts par ses assureurs.

Règlementations concernant les matériaux et produits

- Pour toutes les fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une " Marque NF ", d'un " Label " ou d'une " Certification ", l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.
- Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

Prévention du risque électrique

- Les prescriptions de la norme NF C18-510 sont établies en vue d'assurer la sécurité des personnes contre les dangers d'origine électrique lorsqu'elles effectuent des opérations d'ordre électrique ou d'ordre non électrique, sur des ouvrages ou des installations de toute tension inférieure ou égale à 500 kV en courant alternatif ou en courant continu, et ce, quelle que soit la nature des activités (construction, réalisation, exploitation, démantèlement, etc. en présence du risque électrique).
- Ces prescriptions s'appliquent à toute opération d'ordre électrique ou d'ordre non électrique sur ou dans l'environnement des ouvrages ou des installations, dès que ces derniers sont en situation d'être alimentés ou, au plus tard, dès leur première mise sous tension totale ou partielle, même pour essai.
- La circulaire DGT n° 2012-12 du 9 octobre 2012 relative à la prévention des risques électriques vient à l'appui d'un ensemble de textes composé de quatre décrets et de quinze arrêtés d'application qui fixent les objectifs de sécurité et définissent les principes fondamentaux en matière de prévention des risques électriques.
- ...

Faute de se conformer à ces prescriptions générales et particulières, l'entrepreneur deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

4- Documents à transmettre

- Les documents suivants devront être communiqués (liste non exhaustive) :

4.1 Prix du marché (prix unitaires non révisables)

- Les prix du marché comprendront implicitement :
 - La protection des ouvrages jusqu'à la fin d'intervention ;
 - La main d'œuvre et les fournitures nécessaires à la prestation.
 - Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète de la prestation, ainsi que les prestations suivantes :
 - Le nettoyage de tous déchets résultant de l'intervention,
 - Le ramassage et la sortie des déchets et emballages,
 - Le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;

4.2 Pièces à fournir

- **L'entrepreneur devra fournir en annexe à son offre les pièces suivantes en deux exemplaires :**
 - Un devis estimatif détaillé (DPGF) répondant aux différents postes présents au C.C.T.P. ;
 - Une notice énumérant les conditions de mise en œuvre particulières entraînant des contraintes particulières pour les autres intervenant, le cas échéant ;
 - Toutes autres pièces que l'entrepreneur jugera utiles à l'appui de son offre.

4.3 Obligation de résultat

- **Dans le cadre contractuel de son marché**, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat : il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des prestations en complet.

4.4 Etudes techniques - Plans d'exécution - Plans de réservation

- Sans objet.

4.5 Dossier d'exécution

- Sans objet

4.6 Plans de réservation

- Sans objet

4.7 Contrôles

- Sans objet

5- Spécifications techniques générales

5.1 Limites de prestations

5.1.1 Prestations compris dans la proposition

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les produits nécessaires à la réalisation de la prestation ;
- La main-d'œuvre et les fournitures ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des prestations ;
- Le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- Le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du site, dans le respect de la législation en vigueur.
- Tous prestations nécessaires à la bonne exécution de l'intervention.
- Evacuation des déchets, emballages, incombant au titulaire du présent lot, pendant toute la durée de l'intervention.
- Coordination avec les exploitants.
- Toutes les manutentions liées au présent lot.

5.1.2 Prestations non compris dans la proposition

- Aucun

6- Description des prestations à réaliser

- Le présent lot doit le nettoyage du sol, murs, plafond, et des fosses des stands de tir de la surface balayable jusqu'aux premiers rideaux anti-retour.
- Ce nettoyage comprend journalièrement:
 - o Le balayage par aspirateur à eau NF EN 60335-2-69 fourni par le prestataire pour l'aspiration avec réserve d'eau permanent.
 - o La mise à disposition de bidon rouge conforme à la réglementation pour collecte des eaux polluée de l'aspirateur.
- Le nettoyage hebdomadaire :
 - o Le nettoyage du sol à la lingette humide à usage unique ou laveuse.

BSDI/BSDD :

L'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances institue un bordereau de suivi (BSDI). Ce document administratif (document CERFA N° 370320/12571*01) est obligatoire pour le suivi de déchets industriels (regroupement et prétraitement), le suivi des déchets de chantier, Il précise la provenance, les caractéristiques des déchets (nature et quantités), la destination, les modalités de collecte, de transport, de stockage et d'élimination.

Ces formulaires CERFA permettent de contrôler les filières d'élimination des différents déchets. Ils sont visés par les différents acteurs de celles-ci (producteur, transporteur, collecteur, éliminateur). Dans notre cas le document à fournir est :

- Le bordereau de suivi de déchets industriels : CERFA n° 070320. Avant son émission, l'entreprise doit obtenir un certificat d'acceptation préalable (CAP) de la part du destinataire du déchet. (En pièce jointe). **(Le prestataire devra placer une copie du Cerfa dans le classeur de maintenance mise à disposition dans le stand de tirs).**

Si vous êtes producteur de déchets, vous devez émettre un bordereau de suivi dès que vous dépassez : 100 kg par chargement de déchets dangereux, 100 kg de déchets dangereux produits par mois. Au-delà du seuil de 100 kg (par chargement ou par mois), dès que vous cédez vos déchets dangereux à un éliminateur, vous devez suivre la procédure suivante : vous procurer un BSDI conforme au modèle réglementaire ; remplir la partie du BSDI vous concernant et le remettre à votre collecteur ; toutes les entreprises prenant en charge vos déchets doivent remplir la partie du BSDI les concernant ; au final, l'installation destinataire des

Avenant - Nettoyage du stand de tir. (Nettoyage des sols, murs, plafonds – Imbrulés)

déchets doit ensuite vous retourner le BSDI rempli ; vous devez archiver vos BSDI pendant 3 ans.
Le BSDI a été remplacé fin 2005 par le BSDD, Bordereau de suivi des déchets dangereux.

L'entreprise a l'obligation du traitement des déchets via la plateforme Trackdechets

- **ATTENTION : UTILISATION D'ACIDE EST INTERDIT.**